

Lettre aux premiers ministres des provinces et des territoires à la veille de la réunion 2007 du Conseil de la fédération à Moncton

Messieurs les Premiers ministres des provinces et des territoires,

Au cours des derniers mois s'est dégagée de l'action de plusieurs de vos gouvernements une volonté consciente et délibérée de reprendre en main la lutte contre les changements climatiques, dans la foulée de l'élan créé par les efforts de mise en œuvre du Protocole de Kyoto un peu partout dans le monde et pour pallier la faiblesse du leadership du gouvernement fédéral dans ce dossier. C'est cet enjeu qui vous réunit à nouveau au beau milieu de l'été, au moment de l'ouverture aujourd'hui de cette importante séance du Conseil de la fédération.

Devant le refus du gouvernement fédéral de réglementer de façon satisfaisante les deux principales sources d'émissions de gaz à effet de serre au Canada, soit la grande industrie et le secteur automobile, vous avez été plusieurs à décider d'intervenir et de prendre le leadership que refuse pour l'instant d'assumer Ottawa. Ce faisant, vous démontrez que vous êtes davantage en diapason avec les préoccupations environnementales et le désir d'action de vos concitoyens que le gouvernement fédéral.

Le premier ministre Campbell a bien résumé cette façon de voir en déclarant il y a quelques semaines qu'il était temps pour les provinces d'arriver à la conclusion qu'elles sont en fait en position de marquer le pas dans le dossier, que les provinces sont habilitées à prendre une foule de mesures sans l'approbation ou l'intervention du gouvernement fédéral. Selon lui, dans bien des cas, nous ne pouvons plus attendre l'intervention du gouvernement fédéral et devons donc prendre l'initiative d'agir à sa place.

Certaines de vos provinces ont déjà adopté des plans d'action qui, s'ils sont mis en œuvre correctement, devraient se traduire par une réduction des émissions de gaz à effet de serre: taxe sur le carbone, adoption de nouvelles normes applicables aux constructeurs automobiles, développement de filières énergétiques « vertes », augmentation de l'offre de transport en commun et objectifs ambitieux d'efficacité énergétique figurent parmi ces actions et engagements.

Certains d'entre vous ont même commencé à communiquer avec des marchés régionaux de réduction des émissions et d'échange de crédits du carbone, les « cap-and-trade », mis sur pied par des États américains du Nord-est (RGGI) et de l'Ouest (WRCAI), pour prendre en main la réglementation des émissions de leurs grands émetteurs industriels et encourager la création d'une bourse du carbone sur leur territoire. Le premier ministre McGuinty l'a résumé éloquemment au moment de commenter le plan de lutte aux changements climatiques du gouvernement fédéral, lorsqu'il a déclaré que l'Ontario pouvait faire mieux et que c'est ce que la province comptait faire en mettant en œuvre son propre plan de lutte contre les changements climatiques.

La rencontre de Moncton du Conseil de la fédération vise entre autres à développer encore davantage la collaboration entre les provinces dans ces domaines à des niveaux difficilement envisageables il y a quelques mois à peine.

Manifestement, il est temps d'agir. Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté dans l'ensemble du Canada de 25 % depuis 1990 et ont également augmenté dans chacune de vos provinces (depuis 5 % dans le cas du Québec jusqu'à 61 % dans celui de la Saskatchewan). Malgré ses engagements internationaux, le gouvernement fédéral semble s'être lavé les mains de l'augmentation rapide des émissions rapportée entre 1990 et 2006.

L'engagement de plusieurs d'entre vous concernant la mise en œuvre du Protocole de Kyoto est souhaitable et bien accueilli, d'autant plus que les mesures de compétence provinciale – sans se substituer aux lourdes responsabilités qui relèvent du gouvernement fédéral – ont des impacts déterminants sur les niveaux d'émission de gaz à effet de serre et de pollution atmosphérique sur l'ensemble du territoire canadien. Il est rafraîchissant de constater que des gouvernements provinciaux assument enfin un leadership qui s'inscrit dans une tentative déterminée de trouver des solutions.

Nous vous encourageons donc à faire une utilisation ambitieuse des outils mis à votre disposition, lesquels incluent les suivants : développement responsable de l'énergie et des ressources naturelles, aménagement plus efficace des territoires municipaux, investissements plus écologiques dans l'infrastructure de transport mettant l'accent sur le transport en commun, garantie de tarifs d'énergie verte, approbation responsable de nouveaux projets industriels d'envergure, encouragement de pratiques agricoles durables et élaboration et mise en œuvre de codes du bâtiment et de normes de gestion durable des déchets à la fine pointe.

Vos actions contribuent à créer en quelque sorte un élan politique de protection climatique, similaire à l'élan créé par un nombre croissant d'États américains ayant également décidé de combler le vide laissé par l'inaction irresponsable de leur propre administration fédérale en matière de lutte contre les changements climatiques.

De plus, cet élan risque d'avoir un effet d'entraînement bénéfique sur le gouvernement fédéral du Canada. Comme l'a affirmé le premier ministre Charest : « Le gouvernement fédéral doit donc répondre favorablement au leadership du Québec. »

Dans le cadre de la prochaine ronde de négociations qui sera entamée à Bali en décembre prochain en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la position adoptée par les provinces contribuera à démontrer aux partenaires internationaux du Canada que la position actuelle du gouvernement fédéral ne représente pas la volonté de la population qu'il représente et ne constitue en fait qu'un combat d'arrière-garde voué à l'échec à plus ou moins long terme. Nous serions d'ailleurs intéressés à connaître la position officielle que vous souhaitez voir le Canada adopter dans le cadre des prochaines négociations internationales sur les suites à donner au Protocole de Kyoto.

Les provinces doivent s'attaquer directement aux principales sources du problème

Nous vous souhaitons de fructueux échanges au cours de votre rencontre, des échanges qui approfondiront votre collaboration et qui vous pousseront, nous l'espérons, à vous attaquer résolument aux trois principales sources d'émissions responsables du déséquilibre climatique : les secteurs de l'industrie lourde, de l'automobile et de la construction. Les Canadiens ne

comprennent pas que les pollueurs industriels ne soient pas contraints à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de façon absolue alors qu'il leur est faisable et abordable de le faire. Ils ne comprennent pas plus qu'on ne force pas les constructeurs automobiles à vendre des véhicules moins polluants et moins énergivores alors qu'ils disposent de la technologie nécessaire pour construire de tels véhicules. De surcroît, les Canadiens sont laissés perplexes par l'absence de bâtiments écoénergétiques qui protégeraient mieux l'environnement et leur permettraient d'économiser de l'argent.

En conclusion, nous appuyons les efforts de certains membres du Conseil de la fédération et sommes favorables à vos initiatives d'adhésion aux bourses régionales du carbone en Amérique du Nord. Nous vous encourageons à poursuivre vos efforts visant à établir une bourse du carbone fonctionnelle au Canada, une initiative d'ailleurs appuyée par plusieurs industries canadiennes. Nous espérons que vous soyez plusieurs à profiter de cette occasion pour annoncer l'adoption des nouvelles normes d'émissions automobiles édictées par la Californie, qui ont déjà été adoptées par plus d'une douzaine d'États américains.

Vu l'augmentation des émissions dans chacune de vos provinces, vous devrez trouver des moyens pour renverser la vapeur et contribuer concrètement à la lutte urgente contre les changements climatiques en puisant dans les moyens à votre disposition et dans vos champs de compétence respectifs.

Je vous souhaite une bonne et fructueuse rencontre et vous prie d'agréer, Messieurs les Premiers ministres des provinces et des territoires, mes sentiments les plus sincères.

Graham Saul



Directeur général
Climate Action Network Canada – Réseau action climat Canada